



« Pétulant, trépidant ; il ne reste jamais en place. Optimiste, il a le sourire éclatant. Mu par une volonté peu commune, impétueux et tenace, il fonce en avant mais le bolide est conduit avec une froide rationalité. »

C'est en ces termes que l'un de ses meilleurs amis me parlera de lui.

Et c'est peut-être cette « froide rationalité » qui est à l'origine de la formule de Jean Lacouture « Ben Barka, c'est Lénine plus Edgar Faure » ! La boutade est assurément heureuse mais il est évident que, pour son auteur, elle n'avait nullement l'intonation péjorative que certains journalistes « phraseurs révolutionnaires » y décèleront pour en tirer argument et pour relever, au nom de la pureté révolutionnaire, sans doute ?, « le mélange de rouerie « radicale-socialiste » et de forfanterie « blanquiste » dans le comportement politique de Ben Barka...

« Dynamo »

Deuxième fils d'une famille modeste de sept enfants, Mehdi est né en 1920 dans la médina de Rabat, où son père tient un petit commerce d'épicerie. Elève dans une *medersa* réformée, au collège Moulay Youssef puis au lycée Gouraud, le jeune El-Mehdi fait des études particulièrement brillantes. Certes, l'imagerie d'Épinal de la révolution fait souvent de tout leader d'envergure un élève génial. Il se trouve que dans le cas de Ben Barka, élève de « mathématiques spéciales » au lycée Lyautey à Casablanca en 1941, cette affirmation n'est nullement excessive. Bachelier avec mention très bien, il a la passion des mathématiques et il aurait pu faire, de l'avis de ses maîtres, une prometteuse carrière dans la recherche. Seulement, comme le note l'un d'entre eux, M. De Possel : « Il semble qu'il a autre chose en tête. »

Il s'intéresse, en effet, très vite, aux activités du « Comité d'action marocaine », créé en mai 1934, et dirigé par Allal El-Fassi. Durant sept années, il anime avec une flamme et une fougue qui frappent ses aînés, les associations culturelles et les cellules lycéennes du mouvement. En 1942, étudiant à la faculté des sciences d'Alger, il est vice-président de l'Association des Etudiants nord-africains avec résidence à Alger. De retour au Maroc, il enseigne au lycée Gouraud. Au collège impérial, il aura pour élève Moulay Hassan, fils du sultan Ben Youssef. Le 9 janvier 1944, 58 personnalités marocaines réclament dans un « manifeste de l'indépendance », « l'unité, l'indépendance et l'intégrité territoriale du Maroc ». Mehdi Ben Barka est l'un des principaux rédacteurs du texte qui prélude à la naissance, le 11 janvier, du parti de l'Istiqlal.

sa requête et M. Hubert Lisseau a été chargé d'instruire cette nouvelle affaire. Si les retombées politiques de ce rebondissement peuvent ne pas être négligeables, les conséquences judiciaires risquent de n'être que de pure forme. Cette bataille était à mener de toute façon même si, comme le note l'auteur du livre « les Assassins de Ben Barka » (1), la justice a donné « la preuve de son mauvais vouloir » et que « le gouvernement n'osera sûrement pas rouvrir le dossier tant que le roi du Maroc n'aura pas perdu son trône ».

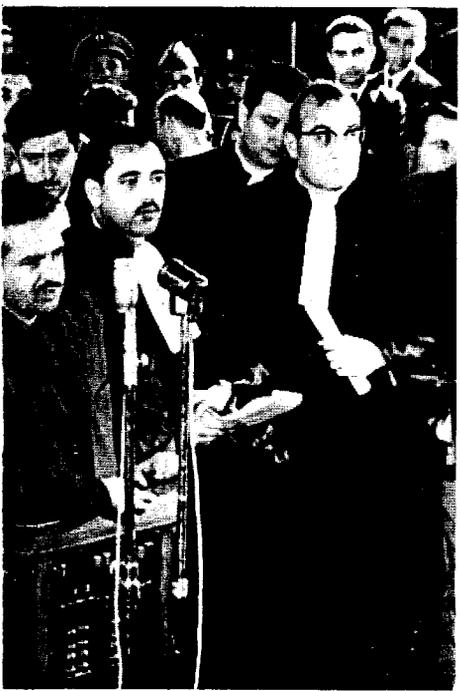
Animée par tous les militants de la gauche et de l'extrême-gauche marocaine (en particulier par l'U.S.F.P., et par les militants de l'ex-U.N.F.P., partisans de Mohamed Basri), l'« année internationale Ben Barka » n'a pas tenu, en raison de la situation intérieure au Maroc et des divisions des forces progressistes et révolutionnaires marocaines, toutes les promesses politiques qui en étaient attendues.

Elle se termine, néanmoins, par un jeu d'artifice qui confirme à l'opinion que l'affaire Ben Barka est encore une affaire à suivre.

(1) « Les Assassins de Ben Barka : 10 ans d'enquête », de Daniel Guérin. Editions Guy Authier.

La réplique de la Résidence générale ne se fait pas attendre. Les manifestations du 29 janvier sont durement réprimées. Les arrestations se chiffrent par centaines. Ben Barka, arrêté le 15 février, est condamné à deux ans de prison. Il est libéré en juillet 1945, alors que s'amorce une période de détente qui dure un peu moins de deux ans.

« Dynamo » se remet en branle. En 1948, il est présent à l'Assemblée générale des Nations unies, à Paris, pour plaider la cause des nationalistes. De 1948 à 1951, il anime inlassablement la presse et l'organisation du parti, en sa qualité de membre du comité exécutif. Cette activité et sa présence active auprès des délégués du « Conseil consultatif », qu'il harcèle et conseille, font de lui la bête noire du général Juin qui, perdant tout sang-froid, s'exclame : « Ben Barka est l'ennemi numéro un. C'est lui »



● Novembre 1975, dix ans déjà. Dix ans depuis cette tragique fin de semaine de la Toussaint 1965 au cours de laquelle Mehdi Ben Barka a, selon toute vraisemblance, été assassiné dans une villa de la région parisienne. Malgré deux procès, fin 1966 et juin 1967, on ne sait toujours pas avec certitude où, quand et par la main de qui est mort celui que ses camarades de la gauche marocaine avait surnommé « Dynamo ».

L'eût-il voulu que sa volonté de préserver l'unité et la cohésion du parti l'en aurait empêché.

Aux secondes conversations, celles de La Celle-Saint-Cloud (novembre), Ben Barka revient d'ailleurs à la charge sur certains aspects des accords qui, à ses yeux, « risquent d'hypothéquer l'avenir ».

Trois semaines après le retour du sultan, le 16 novembre, l'Istiqlal tient son premier congrès. Le clivage entre la gauche et la droite du parti est déjà perceptible ; mais, face aux notables conservateurs, Ben Barka et ses compagnons tablent sur leur dynamisme pour imposer une orientation progressiste au mouvement. Trois années durant, les intellectuels progressistes et les militants radicaux populistes qui animent la gauche vont faire le *forcing* auprès de la vieille garde conservatrice qui cède à toutes les exigences du palais. Ben Barka constate avec amertume que la composition du premier et même du second gouvernement Bekkaï ne reflète nullement la réalité politique du mouvement de libération nationale. Il investit tous ses efforts dans l'organisation des masses populaires et assume la direction d'« Al-Istiqlal », l'hebdomadaire du parti.

Dans le même temps, le courant de gauche assure l'encadrement du « Conseil national de la Résistance », animé par Basri, de l'Union nationale des Etudiants du Maroc et, aux côtés de syndicalistes, dont l'évolution ne sera, hélas, pas des plus heureuses, de l'Union marocaine du Travail, fondée le 20 mars 1955. Mahjoub Ben Seddik, lié au courant centriste de l'Istiqlal (Abdallah Ibrahim), ne cessera de marquer ses distances envers la gauche et se prêtera, au nom d'un ouvriérisme réformiste, aux habiles manœuvres de division du palais.

L'exil

La gauche est cependant en partie piégée. Cela apparaîtra clairement en deux occasions au moins : lors du coup de force de la constitution des F.A.R. (Forces armées royales) et à propos de l'Assemblée constituante.

Hassan constitue avec l'aide de « conseillers français et américains » et à partir d'anciens auxiliaires de la « coloniale », les « tabors » et les « goums », une armée de métier qui s'imposera très vite comme un véritable pouvoir parallèle qui intégrera, d'une façon autoritaire et en ne lésinant pas sur les moyens, l'armée de libération nationale qui fut le fer de lance de la résistance contre la France. Les dirigeants de la résistance, tels Basri et Youssefi, sont farouchement opposés à ce « fait du prince ». Mais pour Ben Barka, plus que pour ses deux compagnons, la nécessité de maintenir et d'élar-

qui orchestre toute l'agitation contre moi. »

Le général Guillaume prend la relève du général Juin et durcit la répression. Le 28 février 1951, Ben Barka est enlevé par la police et éloigné de sa famille et de sa jeune femme qu'il a épousée dix-huit mois auparavant. Sa déportation durera jusqu'en octobre 1954, mais, durant ces trois années et demie d'éloignement, Ben Barka maintient le contact avec les réseaux du parti. Il envoie à la délégation du parti à l'Assemblée générale de l'O.N.U., qui se tient à Paris, en 1951, un rapport qui constitue la trame du mémoire présenté par le secrétaire général du parti de l'Istiqlal.

Durant cet exil, le parti affronte les épreuves du « dernier quart d'heure » colonial. Le 18 décembre 1952, ce sont les sanglants massacres des Carrières centrales, qui précèdent la déposition du sultan Mohammed Ben Youssef. L'évolution de la situation intérieure française et les coups de boutoir de la *mounadhama serriya* (organisation secrète) animée notamment par Mohamed Basri (le *F'quih*, c'est-à-dire le lettré, de Marrakech) précipitent les événements.

Le 1^{er} octobre 1954, Ben Barka et tous les prisonniers politiques sont libérés. Mendès France amorce, en effet, le processus de l'« indépendance dans l'interdépendance ».

Ben Barka, conscient de l'importance de l'enjeu, se consacre à la restructuration des différents réseaux liés au parti.

En septembre 1955, il fait partie de la délégation de l'Istiqlal qui est la principale composante marocaine, aux conversations franco-marocaines.

Le compromis d'Aix-les-Bains, qui est conclu au terme de ces négociations, ne satisfait pas totalement Ben Barka. Il s'en expliquera dans une intéressante auto-critique, quelques années plus tard, mais son point de vue radical est trop isolé à l'époque au sein même de la délégation de l'Istiqlal pour qu'il puisse s'opposer à certaines des concessions consenties par les négociateurs marocains.

gir le pacte passé avec le roi en 1944 s'impose d'autant plus que le souverain, devenu aux yeux des masses le symbole de la résistance patriotique, bénéficie d'une immense popularité. Cela n'empêche pas Mohammed V de cautionner la provocation dont sont victimes en décembre 1959 les dirigeants les plus populaires de la gauche en incarcérant Basri et Youssefi pour « complot contre la sûreté de l'Etat » à la suite des critiques émises par le journal « At-Tahrir » contre l'homme lige du prince héritier, le colonel Medbouh, médiocre ministre des Télécommunications.

Ben Barka, en déplacement à l'étranger, est conscient de la menace. Il se résout à un exil forcé qui ne prend fin qu'à son retour triomphal le 16 mai 1962, à la veille des élections législatives.

La gauche de l'Istiqlal a, cependant, à la veille de ce premier affrontement,

franchi un pas décisif. Le parti, miné par ses contradictions, n'a pas résisté, en effet, à l'épreuve du pouvoir.

Deux ans trop tard — et ils en conviendront volontiers — Ben Barka, Youssefi, Bouabid, Basri se décident à rompre la fausse union nationale constituée autour de l'alliance de l'Istiqlal et du palais et à rassembler la gauche ouvrière et intellectuelle au sein de l'« Union nationale des forces populaires » (U.N.F.P.).

Quant à la rupture avec l'Istiqlal, l'opération se fait en deux temps. En juillet 1958, Mehdi Ben Barka critique violemment la composition du gouvernement Balafrej, où la gauche est réduite à la portion congrue. Il le fait à la tribune du 3^e congrès de l'U.N.E.M. à Tétouan. Ce congrès adopte des résolutions radicales que la direction du parti refuse de laisser publier dans sa presse.

Ben Barka prend alors l'initiative de créer, à Rabat, la « Fédération autonome de l'Istiqlal », premier jalon de la « Confédération autonome du parti de l'Istiqlal ».

La gauche captive

Le 25 janvier 1959, la Confédération autonome se transforme en U.N.F.P. Au premier congrès (6 septembre 1959), Ben Barka présente le rapport d'organisation et en inspire la charte (publiée dans « Option révolutionnaire au Maroc », Maspero, 1965).

« La gauche captive », comme la qualifient amèrement Youssefi, Basri et Ben Barka, est toutefois parvenue durant ces quatre années d'indépendance à marquer de son empreinte la vie politique marocaine.

● Au niveau de l'Assemblée consulta-

tive d'abord. Revenant sur sa promesse d'une Assemblée constituante, le roi s'en tient, fin 1956, à une assemblée au pouvoir limité. Ben Barka en est le président et il parvient, en dépit des obstacles, à en faire l'embryon d'un pouvoir législatif actif.

● Sur le plan de la mobilisation populaire, ensuite. Celle du parti et des organisations de masse liées à lui, bien sûr, mais aussi à l'échelle de la nation et de la jeunesse dans son ensemble.

Le 5 juillet 1957, il inaugure, au côté du sultan, les travaux de la « route de l'unité ». Ce projet symbolise à ses yeux l'unification du Maroc et la destruction du mythe des deux zones : « la zone française » et « la zone espagnole ». Mais, par ailleurs, cette tâche concrète est l'occasion de la rencontre de milliers de jeunes militants nationalistes et progressistes qui font de ces brigades de





► travail la plus féconde des pépinières politiques.

● Troisième front de la gauche, enfin, la solidarité anti-impérialiste. La gauche obtient de Washington un calendrier d'évacuation des bases américaines au Maroc et mène une vigoureuse campagne sur le thème du neutralisme et de la solidarité afro-asiatique. Mehdi Ben Barka acquiert, dans ces conditions, nous le verrons par ailleurs, une stature internationale qui lui vaudra bien des inimitiés.

Fortes de ces acquis, l'U.N.F.P. mène durant quelques mois campagne pour l'élection d'une assemblée constituante et pour l'octroi de pouvoirs étendus au gouvernement afin que ce dernier puisse réaliser les réformes de structures que la gauche préconise.

Les forces conservatrices et réactionnaires en appellent au sultan devant ce *forcing* qui cristallise les oppositions de classe.

L'U.N.F.P. prend, en effet, un caractère de plus en plus radical en dépit des manœuvres de l'appareil syndical, pourtant lié au parti, et des concessions consenties par Abdallah Ibrahim (l'interdiction du Parti communiste marocain par exemple). Le 16 mai 1959, le sultan, pressé par le prince héritier et par les jérémiades alarmistes des possédants, congédie le gouvernement Ibrahim.

C'est la première rupture. Basri et Youssefi sont arrêtés, comme on l'a vu, le 15 décembre 1959. Mehdi Ben Barka prend le chemin de l'exil. Il dénonce, du haut des tribunes internationales, le régime féodal marocain, l'émergence d'une nouvelle oligarchie corrompue et compradore et sa collusion avec les puissances d'argent et les forces impérialistes dans le monde.

Le 26 février 1961, Mohammed V meurt subitement et de façon étrange, à la suite d'une opération chirurgicale anodine. Hassan II est au pouvoir.

Le 2 juin 1961, il promulgue la « loi fondamentale » et en appelle, dans le même temps, à la participation de l'opposition dont les dirigeants ont été relâ-

chés à la fin de 1960 alors que l'U.N.F.P. marque des points lors des élections des Chambres de commerce.

Le 16 mai 1962, Mehdi Ben Barka revient au Maroc. Il est accueilli par une foule immense et ce spectacle irrite le roi et son directeur de la Sûreté, l'ancien officier colonial Oufkir.

Attentat...

Du 25 au 27 mai, le 2^e congrès de l'U.N.F.P. adopte une attitude de prudente réserve, fruit du compromis entre les « politiques » radicaux et centristes d'une part et, d'autre part, les « syndicalistes » alliés aux dirigeants les plus modérés (Abdallah Ibrahim, notamment). Ben Barka parle de Mahjoub Ben Seddik en le traitant de « James Hoffa », par allusion au « syndicaliste » truand américain, mais il évite l'épreuve de force et son « rapport politique » ne sera rendu public que trois ans plus tard dans le livre « Option révolutionnaire au Maroc ». L'autocritique qu'il y fait garde aujourd'hui encore toute son actualité.

Le 4 novembre, le roi promulgue sa propre constitution et, le 14 novembre, l'U.N.F.P. se lance dans la campagne de boycottage de ce qu'elle qualifie de

« charte octroyée ». Dès le lendemain, Mehdi Ben Barka est victime d'un attentat sur la route. Mais l'inspecteur de police Slaoui, chargé de l'organiser, n'a pu, ou n'a pas osé, suivre jusqu'au bout les instructions reçues. A la clinique où on l'hospitalise est diagnostiquée une fracture de vertèbre cervicale. Cette ancienne blessure ne sera peut-être pas étrangère aux circonstances de sa mort.

Le boycottage du référendum est peu rentable et, le 2 mai 1963, l'U.N.F.P. décide de participer aux élections législatives. Dans son manifeste, elle affirme qu'« il ne s'agit pas d'améliorer le régime, de l'amender, de le cautionner, il s'agit de l'abolir ».

La campagne électorale s'amorce. Ben Barka anime, avec la vigueur qui lui est coutumière, les tournées électorales. Fascinant tribun, il électrise les paysans de l'Atlas comme les *lumpen* prolétaires des bidonvilles de Casablanca ou le petit peuple des faubourgs de sa circonscription de Yacoub el-Mansour à Rabat. Les élections sont marquées par le succès de l'U.N.F.P. et le triomphe de tous ses leaders. Mehdi est élu avec 95 % des voix. L'U.N.F.P. dispose, en dépit de la fraude, de 29 sièges. Ce sera une éphé-

Actualité de la répression

● A Settat et Agadir : Procès des militants inculpés à la suite des événements du 3 mars (le 3 mars 1973, des affrontements armés se sont soldés par la mort de trois militants de l'U.N.F.P. : Mohamed Bennouna, Aït Zaïd Larbi et Slimane Alaoui, dirigeants de ces premiers foyers insurrectionnels.

A Settat : 2 condamnations à dix ans de prison - 31 personnes doivent passer devant cette juridiction.

A Agadir, les 26 et 30 septembre : verdicts pour 16 militants (6 acquittements, 10 peines de six mois à trois ans de prison).

● Procès du Syndicat national des Lycéens

Arrêtés en mars 1973, 45 lycéens et professeurs étaient détenus sans jugement à Casablanca. Après plusieurs grèves de la faim, 40 d'entre eux ont été mis en liberté provisoire au terme de vingt-huit mois de détention. 5 sont encore détenus à la prison de Ain Borja.

● Suite du procès de Casablanca

A la même prison de Ain Borja, des militants initialement inculpés dans l'affaire jugée au procès de Casablanca de septembre 1973, attendent toujours de comparaître.

Parmi eux, deux responsables de l'U.N.E.M. : Belkebir et Menebhi ainsi que Mansour Mokhtar dont l'état de santé psychique n'a cessé de se dégrader.

● Nouveau procès de Casablanca

Parmi les militants d'extrême-gauche enlevés en novembre 1974, soixante-quinze ont été présentés au juge d'instruction à Casablanca.

Mais 25 autres sont toujours portés « disparus ». Parmi eux, Abraham Serfaty et Allal ainsi que Zeroual dont le cas suscite de très vives inquiétudes. Ils seraient détenus avec trois autres militants à l'hôpital psychiatrique de Salé.

● Procès de Fès

Une procédure d'instruction a débuté devant la cour de sûreté de l'Etat de Fès. Parmi les inculpés : El-Yazid, kidnappé à la frontière marocaine. Peut-être jugera-t-on à ce procès tout ou partie des militants U.N.F.P. (au nombre de 400) toujours détenus.

Le Comité de lutte contre la répression au Maroc (c/o Morel, 78930 Guerville), qui rappelle cet éphéméride de la répression « légale », mène par ailleurs campagne contre la répression des travailleurs marocains immigrés en France.

Au moment où rebondit l'affaire Ben Barka, il n'est pas inutile de mettre l'accent sur la tolérance dont bénéficient en France les « barbouzes » marocaines.

Le comité a établi à ce sujet un très intéressant dossier sur le rôle policier et répressif des « Amicales des ouvriers et des commerçants marocains » en Europe.

De l' « affaire » Ben Barka à celle d'El-Manouzi

OCTOBRE 1965 : Mehdi Ben Barka est enlevé à Paris et assassiné.

JANVIER 1969 : Saïd Bounaïlat, Ahmed Benjelloun — militants de l'U.N.F.P. — sont arrêtés à Madrid et remis aux autorités marocaines. Benjelloun est condamné à dix ans de prison. Bounaïlat est condamné à mort. Sa peine est commuée, à la suite d'une vaste campagne de solidarité internationale.

AOÛT 1972 : Le colonel Amokrane, le lieutenant Médiouni, deux officiers, impliqués dans la conjuration de Kenitra, sont arrêtés à Gibraltar et livrés par la Grande-Bretagne. Ils sont fusillés quelques mois plus tard.

NOVEMBRE 1972 : El-Manouzi Houcine, militant de l'U.N.F.P., condamné par contumace en 1971, au procès de Marrakech, à la peine de mort. « Kidnappé » à l'aéroport de Tunis, il est séquestré dans les locaux de l'ambassade du Maroc à Tunis pendant une dizaine de jours et il est torturé. Il est livré ensuite, pieds et poings liés, et avec la complicité des autorités tunisiennes, à Rabat, dans un avion spécial.

Sa comparution était prévue en avril 1973, devant le tribunal de Kenitra. Il n'est pas déféré devant cette juridiction et l'on pense alors qu'il a été liquidé en prison.

Le 13 juillet 1975, pourtant, un avis de recherche confirme qu'El-Manouzi fait partie du groupe des détenus civils et militaires qui se sont évadés d'une « villa » aménagée en prison à Rabat.

Il est repris une semaine plus tard, et, depuis, c'est à nouveau le silence sur son sort.

Le gouvernement marocain, qui a nié durant trente-deux mois l'arrestation d'El-Manouzi, peut-il encore prétendre que ce dernier n'est pas détenu, dans les conditions effroyables que l'on imagine, dans les geôles royales ?

FEVRIER 1974 : El-Yazid, militant de l'U.N.F.P., condamné par contumace à la détention à perpétuité au procès de Marrakech, est enlevé près des frontières marocaines. Des « barbouzes » marocaines, venues spécialement de Rabat, et déguisées en gardes frontières, s'emparent de lui. Il fait l'objet, après dix-huit mois de détention au secret, d'une procédure d'instruction devant la cour de sûreté de l'Etat de Fès.

Ces enlèvements s'ajoutent à la longue liste de ceux qui ont eu et ont encore lieu à l'étranger et au Maroc même.

mère accalmie : le roi, son ministre Guedira et son chef de la police Oufkir sont surpris et inquiets.

Le durcissement du palais, qui s'en suit, ne surprend pas, en revanche, les plus aguerris des militants de l'U.N.F.P., mais il ne semble point qu'ils se soient attendus à une répression de l'ampleur de celle de ce mois de juillet 1963 de sinistre mémoire.

Le 16 juillet, tous les membres du Conseil national du parti sont arrêtés. Quelques-uns, dont Bouabid, sont relâchés, mais les autres, dont 21 députés, sont maintenus en détention. 5 000 personnes sont arrêtées.

La torture est de règle et les premières « villas spécialisées » ouvrent leurs portes. Ben Barka est absent du Maroc.

ABDELLATIF LAABI.

Une des victimes de la répression.



D. R.

Il séjourne depuis quelques semaines au Moyen-Orient dans le cadre d'une mission de conciliation entre le président Nasser et le Baas syrien. Il est, bien entendu, obligé de rester à l'étranger. C'est la seconde et ultime rupture.

Octobre 1963 : le roi et ses « conseillers » amorcent leur provocation aux frontières de l'Algérie. Ils craignent l'effet de contagion de la révolution algérienne et la « guerre des frontières » est destinée à mettre à mal la République algérienne démocratique et populaire.

Le 16 octobre, à la radio du Caire, Ben Barka lance un appel au peuple marocain où il dénonce « cette machination néo-coloniale ». Le tribunal militaire royal le condamne à mort par contumace. Il le sera une seconde fois à l'issue du procès du « complot dit de l'U.N.F.P. », le 14 mars 1964. C'est, dès lors, la longue traque qui débouchera sur la tragique fin de semaine de la Toussaint 1965.

Dans l'intervalle, Oufkir est devenu ministre de l'Intérieur et Dlimi, directeur de la Sûreté. L'implacable et infernal engrenage de la répression est en route. Le 23 mars 1965, Casablanca explose. Les lycéens d'abord, le petit peuple, les salariés, les déshérités des faubourgs et des bidonvilles ensuite, descendent dans la rue. La répression est effroyable. Ap-

puyée par les blindés, la soldatesque royale provoque un véritable bain de sang (plusieurs centaines de morts).

Hassan II tente à nouveau, avec toujours les mêmes arrière-pensées, « l'ouverture à gauche ». Après son discours du 7 juin, il prononce la grâce des trois condamnés à mort du 14 mars 1964 (Basri, Omar Bendjelloun, Moumeïn Douiri). Il amnistie les inculpés et libère les détenus politiques.

Le 25 avril, le roi, qui a reçu Bouabid, dépêche son propre cousin Moulay Ali en émissaire auprès de Mehdi Ben Barka. Ce dernier reprend les termes de son violent réquisitoire qui sera publié dans « Option révolutionnaire au Maroc ».

Le roi juge les propos de Ben Barka infamants et ses exigences exorbitantes.

Comme le note, fort justement, Charles-André Julien, témoin attentif de l'évolution du Maghreb contemporain : « C'était la fin de la monarchie absolue, théocratique et capitaliste, au profit d'un régime démocratique d'essence révolutionnaire. Les deux points de vue étaient incompatibles. Or, le prestige et le rayonnement de Ben Barka étaient tels que non seulement l'opinion des masses marocaines lui était favorable, mais que sa propagande à l'étranger élargissait le cadre des partisans de sa cause. Il présentait, dès lors, un danger réel pour le pouvoir monarchique. De zélés serviteurs du roi trouvèrent une solution décisive. »

On connaît la suite. Les cycles successifs de la répression, les enlèvements, la torture érigée en système d'interrogatoire, les colts piégés, les droits élémentaires bafoués, les libertés foulées au pied.

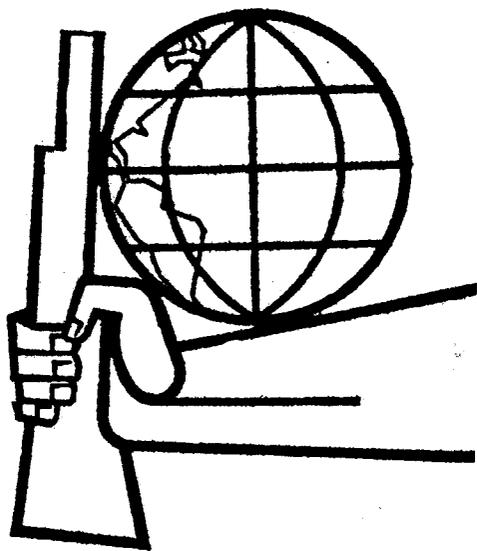
Et, à chaque alerte qui ébranle son trône, le jeu du roi Hassan tentant de rallier, mais à ses conditions, une opposition soumise en permanence à l'arbitraire le plus odieux et en marge de laquelle se développent des groupes qui s'affirment volontiers républicains. Enfin, au lendemain du congrès de l'U.S.F.P., nouvelle dénomination de l'U.N.F.P., la cassure avec les partisans de Mohamed Basri, en exil (qui rejettent toute compromission avec le roi et préconisent une lutte sans merci contre la monarchie et ses desseins machiavéliques), et le ralliement de l'opposition légale autour du trône à l'occasion de la manœuvre du roi au sujet du Sahara occidental. Un ralliement qui placera la gauche marocaine aux côtés, sinon à la tête de ceux qui partagent et soutiennent la stratégie antialgérienne du roi.

« Le vrai, écrivait Mehdi en 1965, s'est brusquement dévoilé. Espérons pour notre peuple que certains ne l'oublient pas trop vite... »

On ne saurait mieux dire...

MEHDI YAKDHAN

LA RÉVOLUTION ARABE A LA TRICONTINENTALE



années de l'indépendance du Maroc et se situe dans la perspective de la conférence de Bandoeng.

Il participe, en dépit du *veto* de la direction de l'Istiqlal, au premier congrès de l'Organisation de solidarité des peuples d'Afrique et d'Asie qui se tient le 29 janvier 1958 au Caire. Il le fait en sa qualité de président de l'Assemblée nationale consultative marocaine, et sa présence active permettra à l'U.N.F.P. de devenir officiellement membre du secrétariat de la conférence à l'issue du deuxième congrès qui a lieu à Conakry, en avril 1960.

C'est à ce congrès, d'ailleurs, que Mehdi joue un rôle déterminant pour éviter l'éclatement de l'O.S.P.A.A. Le schisme du monde socialiste, entre Moscou et Pékin, éclate au grand jour et cela pose de délicats problèmes à la Tricontinentale naissante.

Ben Barka fait prévaloir un subtil équilibre qui se fonde sur son rôle de vice-président du « Fonds de solidarité » de l'O.S.P.A.A. Il fait donc la navette entre les deux parties et le secrétaire général, l'Egyptien Youssef Sebaï, qui suscite les réticences de Pékin.

Au 3^e congrès de l'O.S.P.A.A., en Tanzanie, du 4 au 11 février 1962, Ben Barka mène campagne inlassablement et avec une « conviction contagieuse » en faveur de la tenue d'une conférence tricontinentale « qui réunirait les représentants des organisations populaires et des mouvements de libération des trois continents de la « zone des tempêtes »...

Le congrès adopte le projet, et Ben

Barka est porté à la tête du secrétariat exécutif du « comité permanent afro-asiatique ». La préparation de la conférence de La Havane est laborieuse et difficile en raison de l'ampleur du projet, mais surtout en raison de l'aggravation du conflit sino-soviétique. Grâce à Ben Barka, négociateur hors pair, un accord est conclu : l'U.R.S.S. participe au titre du mouvement populaire de ses républiques socialistes asiatiques.

Au fil des négociations, des rencontres et des préparatifs, Ben Barka radicalise son engagement tricontinental et lui donne un support doctrinal qui suscite l'adhésion enthousiaste des mouvements de libération. Il ne pourra malheureusement assister à la conférence de La Havane qui n'aurait pas été possible sans sa détermination de sortir le mouvement anti-impérialiste international de l'ornière de ses querelles internes. Ces dernières, affirme-t-il, sont avivées à l'occasion, par les milieux impérialistes et leurs alliés, les dirigeants néo-coloniaux d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

Cet engagement aux côtés des peuples en lutte pour leur émancipation, Ben Barka le réalise pratiquement, au-delà des activités de l'O.S.P.A.A., en tant que militant de la révolution arabe. Partisan convaincu du Maghreb arabe, il est obligé de déchanter lors de la conférence des partis maghrébins qui se tient à Tunis, en juin 1958. Entre les caciques de l'Istiqlal et le « nationalisme » bourgeois et pro-occidental du Destour tunisien, le Maghreb est véritablement mal parti. Ben Barka ne se résigne pas pour

autant et il sera, jusqu'à sa mort, un actif partisan du dialogue et de la concertation des forces progressistes maghrébines. Sa courageuse prise de position lors de la « guerre des frontières » entre l'Algérie et le Maroc en apporte un éloquent témoignage.

L'autre option fondamentale de son engagement anti-impérialiste sera, à partir de 1956, la révolution arabe et le soutien aux luttes dans le Machrek arabe. Son éveil à la conscience révolutionnaire arabe s'est accéléré, en effet, au lendemain de la nationalisation de la compagnie du canal de Suez. « *Le mouvement national marocain, écrira-t-il plus tard, n'a pas apprécié à sa juste valeur l'importance de cette lutte, hormis la tendance dite « de gauche » qui, par la voix de Basri, à partir du 20 août 1956, exprima la nécessité du soutien à la lutte du peuple arabe au Moyen-Orient.* »

C'est à ce titre qu'il contribuera à la consolidation du front des Etats progressistes arabes et à l'affirmation de la résistance palestinienne en tant que force politique et militaire. En avril 1965, au séminaire du Caire sur la Palestine, Mehdi Ben Barka en appelle aux peuples d'Afrique pour lutter contre la pénétration sioniste en Afrique. Son exposé sur « Israël et la pénétration sioniste en Afrique » suscitera un intérêt très vif parmi les délégations africaines.

Cette semence, fertilisée par le rôle et le prestige grandissants de l'O.L.P., n'a pas manqué, au fil des années, de porter ses fruits au sein de la conscience africaine. □

● La scène internationale devient, dans les derniers mois de la vie de Ben Barka, un terrain privilégié. Contraint à un exil qui lui pèse, le leader marocain utilise les tribunes internationales pour populariser les luttes du peuple marocain et dénoncer l'arbitraire royal.

Au moment de son assassinat, il est président du comité préparatoire de la Conférence des peuples des trois continents qui doit se tenir à La Havane du 3 au 10 janvier 1966, et le « contact » fatal avec Figon est motivé par la réalisation d'un film documentaire : « Basta », consacré à l'émancipation des peuples du joug colonial. L'engagement de Mehdi Ben Barka sur ce terrain de la « Tricontinentale » remonte aux premières